

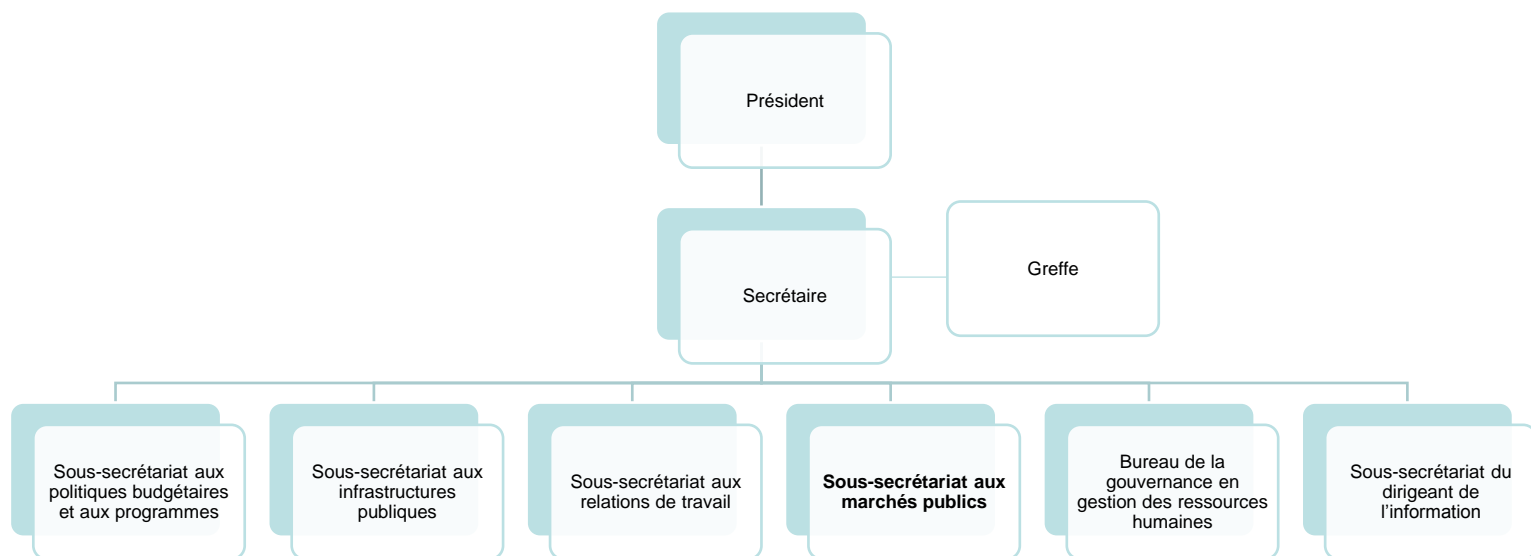
Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics

25 septembre 2014

Julie Blackburn
Secrétaire associée aux marchés publics
Secrétariat du Conseil du trésor

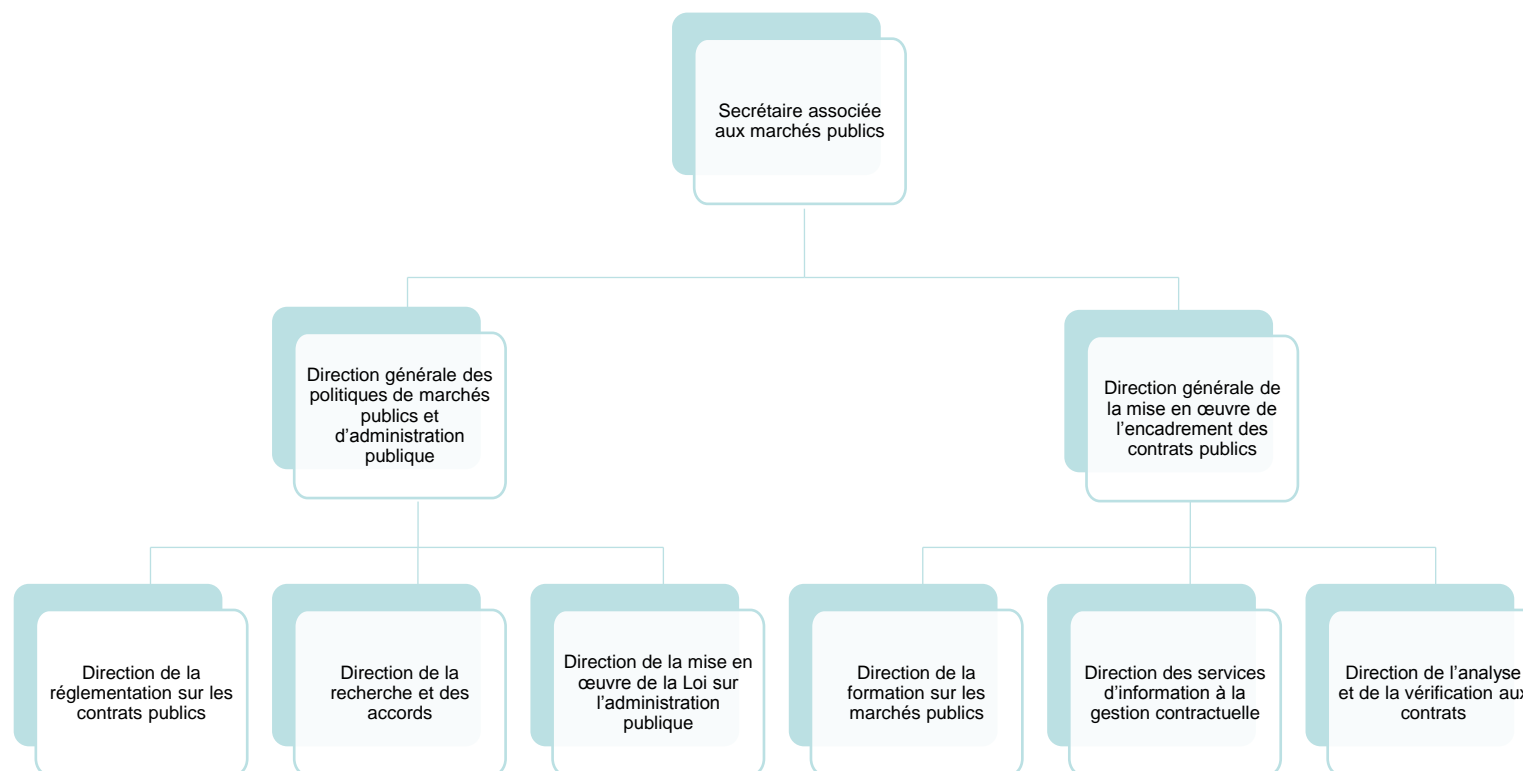
25 septembre 2014

Secrétariat du Conseil du trésor



25 septembre 2014

Sous-secrétariat aux marchés publics



25 septembre 2014

Faits saillants de la loi

- Introduction d'une nouvelle condition d'intégrité pour les entreprises
- Autorisation de contracter valide pour 3 ans mais pouvant être retirée en tout temps
- Des rôles stratégiques confiés à l'AMF et à l'UPAC
- La création d'un registre public des entreprises autorisées
- Une application progressive en fonction de la valeur des contrats

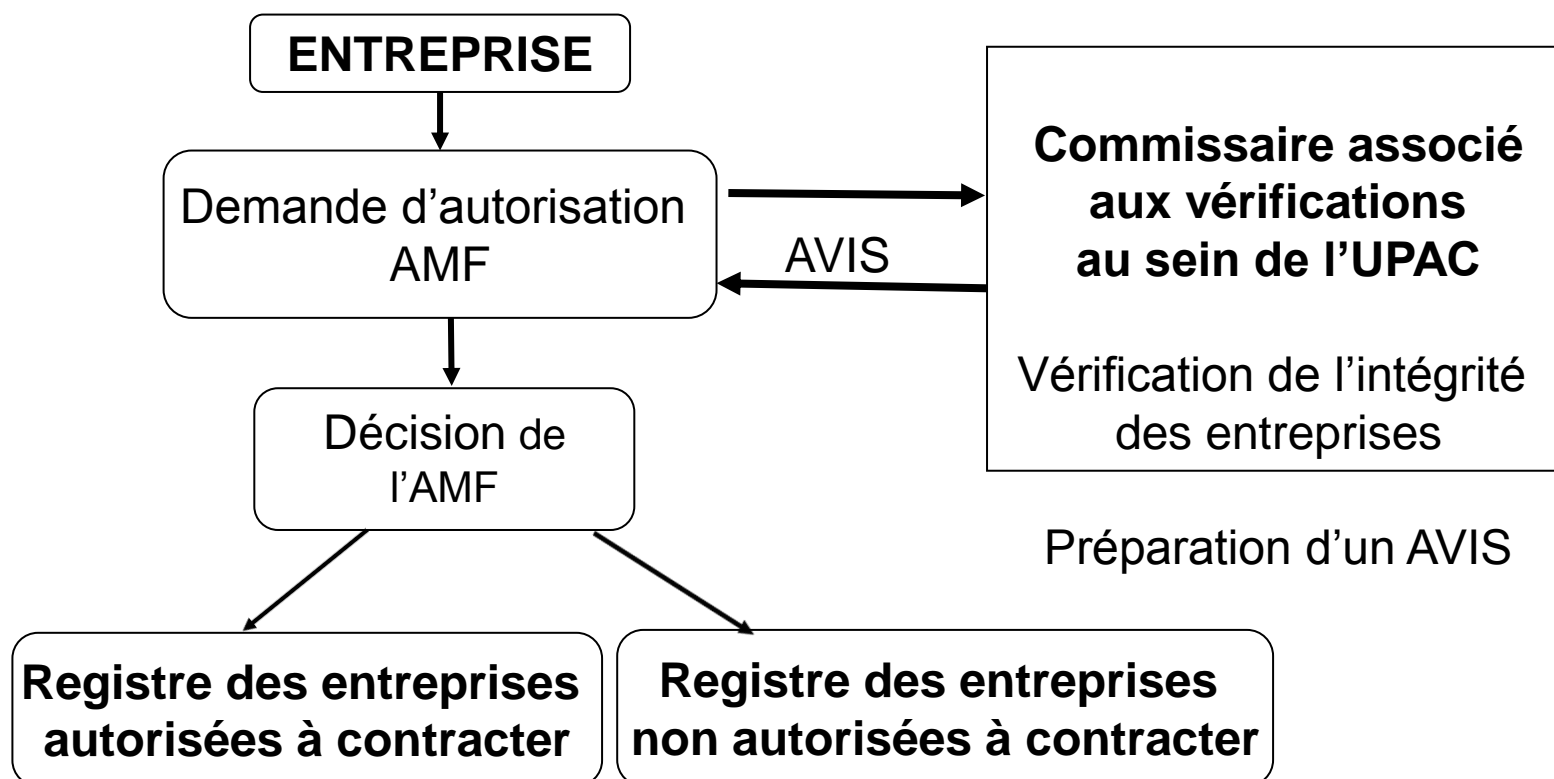
25 septembre 2014

Étapes de cheminement du projet de loi

Date	Étape
1 ^{er} novembre 2012	Présentation et dépôt du PL à l'Assemblée nationale
12 au 15 novembre 2012	Consultations particulières et auditions publiques
20 novembre 2012	Adoption de principe
22 novembre au 4 décembre 2012	Étude détaillée en commission (article par article)
7 décembre 2012	Adoption à l'unanimité – Sanction – Entrée en vigueur

25 septembre 2014

Régime d'autorisation de contracter



25 septembre 2014

Organismes publics visés

- Ministères et organismes de l'administration gouvernementale
- Organismes du réseau de la Santé et des Services sociaux
- Organismes du réseau de l'Éducation (commissions scolaires, cégeps et universités)
- Sociétés d'État (HQ, SAQ, etc.)
- Municipalités, villes, MRC, communautés métropolitaines, sociétés de transport, sociétés d'économie mixtes, etc.

25 septembre 2014

Types de contrats pouvant être visés

- Approvisionnement
- Services
- Travaux de construction (incluant PPP, contrats mixtes)
 - Tout autre contrat visé par décret (exemple: concession, location d'immeubles, etc.)

25 septembre 2014

Historique de l'assujettissement

Catégories de contrats	Valeur de la dépense	Entrée en vigueur
Contrats et sous-contrats de services et de travaux de construction	40 M\$	17 janvier 2013
225 contrats de la Ville de Montréal	Selon le contrat	Janvier 2013 à octobre 2013
Contrats de PPP	40 M\$	13 février 2013
Contrat entre Cardinal Health Canada inc. et CHUM-CUSM	38 930 034 \$	8 mai 2013
Contrats de la Ville de Montréal en matière de travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout	100 k\$ (+ sous contrats de 25 k\$)	23 octobre 2013
Contrats et sous-contrats de services, de travaux de construction et de PPP	10 M\$	6 décembre 2013

25 septembre 2014

Historique de l'assujettissement (suite)

Catégories de contrats	Valeur de la dépense	Entrée en vigueur
Contrats en technologies de l'information entre Informatique EBR inc. et le Centre de services partagés du Québec	9 contrats valant 11,25 M\$ 6 contrats en achats regroupés	17 septembre 2014
Contrats de services de la Ville de Montréal reliés à la construction et au génie-conseil en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout, ainsi que les contrats d'approvisionnement en enrobés bitumineux	100 k\$ (+ sous contrats de 25 k\$)	24 septembre 2014
Contrats et sous-contrats de services, de travaux de construction et contrats de PPP	5 M\$	24 octobre 2014

25 septembre 2014

Estimation du nombre d'entreprises visées

Type de contrats	Seuil	Nombre estimé d'entreprises
Services / travaux de construction	40 M\$	150
Services / travaux de construction	10 M\$	430
Services / travaux de construction	5 M\$	850
Services / travaux de construction	1 M\$	3500
Services / travaux de construction	500 000 \$	2300
Services / travaux de construction	100 000 \$	5700
Approvisionnement	100 000 \$	4300

25 septembre 2014

Pouvoirs d'exception

- Art. 21.19: Autorisation du **Conseil du trésor** pour **poursuite des contrats** en cours en cas de refus de l'AMF si dans l'intérêt public
- Art. 21.20, al. 1: Autorisation du **Conseil du trésor** pour la **conclusion** d'un contrat avec une entreprise non autorisée par l'AMF dans des **circonstances exceptionnelles et si dans l'intérêt public**
- Art. 21.21, al. 2: Autorisation du **dirigeant de l'organisme** pour la conclusion d'un contrat avec une entreprise non autorisée par l'AMF dans une situation d'**urgence**

25 septembre 2014

Critères retenus pour l'intérêt public

- Continuité des services publics
- Efforts de réhabilitation démontrés
- Commission de l'infraction avant l'entrée en vigueur de la Loi sur l'intégrité
- Respect de la Loi

25 septembre 2014

Situations illustrant les pouvoirs d'exception

Entreprise concernée	Nature de la décision	Décideur	Date
EBC-Neilson, Romaine 3 Excavations dérivation (R3-06-01) S.E.N.C.	Permission de conclure un nouveau contrat (a. 21.20, al. 1)	Conseil du trésor	9 avril 2013
ABB inc.	Permission de conclure un nouveau contrat (a. 21.20, al. 1)	Conseil du trésor	18 juin 2013
DESSAU inc.	Permission de conclure un nouveau contrat (a. 21.20, al. 2)	Dirigeant de l'organisme (situation d'urgence) (Commission scolaire de Laval)	21 juillet 2013
DESSAU inc.	Poursuite de 930 contrats en cours (a. 21.19)	Conseil du trésor	22 juillet 2013
VERREAULT inc.	Poursuite de 8 contrats en cours (a. 21.19)	Conseil du trésor	22 juillet 2013

Toutes ces entreprises ont obtenues leur autorisation de l'AMF par la suite